



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

raffinage

Question au Gouvernement n° 2913

Texte de la question

INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

M. le président. La parole est à M. François Loos, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. François Loos. Ma question s'adresse à M. le ministre chargé de l'industrie.

Il y a quelques mois, les stations-service, en France, étaient prises d'assaut par les automobilistes. On évoquait alors la prise de mesures radicales, comme la réquisition des dépôts pétroliers, afin d'éviter la paralysie de notre pays.

Une table ronde avec les professionnels du raffinage, le 15 avril dernier, avait d'ailleurs constaté les difficultés du secteur, du fait d'une surproduction d'essence et d'un manque de gasoil. Le raffinage du pétrole est peut-être surcapacitaire en France, mais son bon fonctionnement reste un facteur clé de garantie d'approvisionnement de notre pays, voire de notre indépendance énergétique.

Or c'est le contraire qui est en train de se passer. Après la fermeture de la raffinerie Total de Dunkerque, d'autres établissements annoncent la fin de leurs activités de raffinage, pour ne conserver que celles de dépôt. La profession s'attend ainsi à une annonce de la part d'une raffinerie de l'étang de Berre. En Alsace, c'est l'exploitant suisse Petroplus, qui veut fermer la raffinerie de Reichstett, près de Strasbourg. Celle-ci est pourtant la seule raffinerie pour le nord-est de la France, et ce site a été conforté en 2009-2010 par plus de 40 millions d'euros d'investissements. Sa fermeture ne créerait que des problèmes, à commencer par des conséquences environnementales extrêmement graves, et ne changerait rien à la surcapacité, puisque la production actuelle serait remplacée par des importations venant de Hollande, de Belgique et d'Allemagne, par le Rhin.

Pour éviter la fermeture, le personnel a accepté de poursuivre l'exploitation, pour ne pas gâcher les chances de reprise par un autre pétrolier. On vient d'ailleurs de vivre un rapprochement de ce type dans la *joint venture* que PetroChina vient de faire avec le groupe INEOS à Lavera.

Monsieur le ministre, ma question est simple : que comptez-vous faire pour aider à la reprise de ce site par un producteur qu'il faudra chercher ailleurs ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Éric Besson, ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.

M. Éric Besson, *ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique*. Monsieur le ministre François Loos, ce sont des questions que vous connaissez bien dans leur dimension locale et dans leur implication nationale.

Sur le plan local, vous avez parfaitement résumé la situation. Le groupe suisse Petroplus, après avoir recherché un repreneur et d'autres activités, a malheureusement décidé de cesser son activité.

L'État s'est mobilisé, vous le savez, car vous avez participé à des réunions, ainsi que notre collègue Philippe Richert et plusieurs élus locaux. Vous avez eu raison de souligner que les salariés ont eux-mêmes été remarquables. L'État s'est mobilisé pour l'activité et pour l'emploi. L'Agence française des investissements internationaux recherche un repreneur. Nous aurons, dans quelques semaines, le fruit de ses travaux et j'espère que ce sera positif.

Pour ce qui concerne la dimension nationale de votre question, vous avez raison, la France a des capacités de raffinage élevées et est probablement encore surcapacitaire. Il n'empêche que notre détermination à garder sur notre sol des raffineries est totale, pour des raisons que vous connaissez et que vous avez bien résumées :

l'emploi, d'une part, l'intérêt stratégique et l'indépendance énergétique, d'autre part.

Votre question touche également à l'avenir du véhicule automobile. Vous avez raison, à court terme, ce seront toujours des véhicules diesel ou à essence, autrement dit des véhicules à moteur thermique. Cependant, nous avançons vers le moteur hybride, mais aussi vers le véhicule électrique qui sera probablement la grande conquête des années à venir, une source de développement industriel et d'emploi très importante.

Dans ces conditions, monsieur le ministre, le Gouvernement se mobilise à la fois pour gérer le présent, qui est pétrolier, et pour préparer l'avenir, qui est hybride et électrique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. François Loos](#)

Circonscription : Bas-Rhin (9^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2913

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Industrie, énergie et économie numérique

Ministère attributaire : Industrie, énergie et économie numérique

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 27 janvier 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 janvier 2011